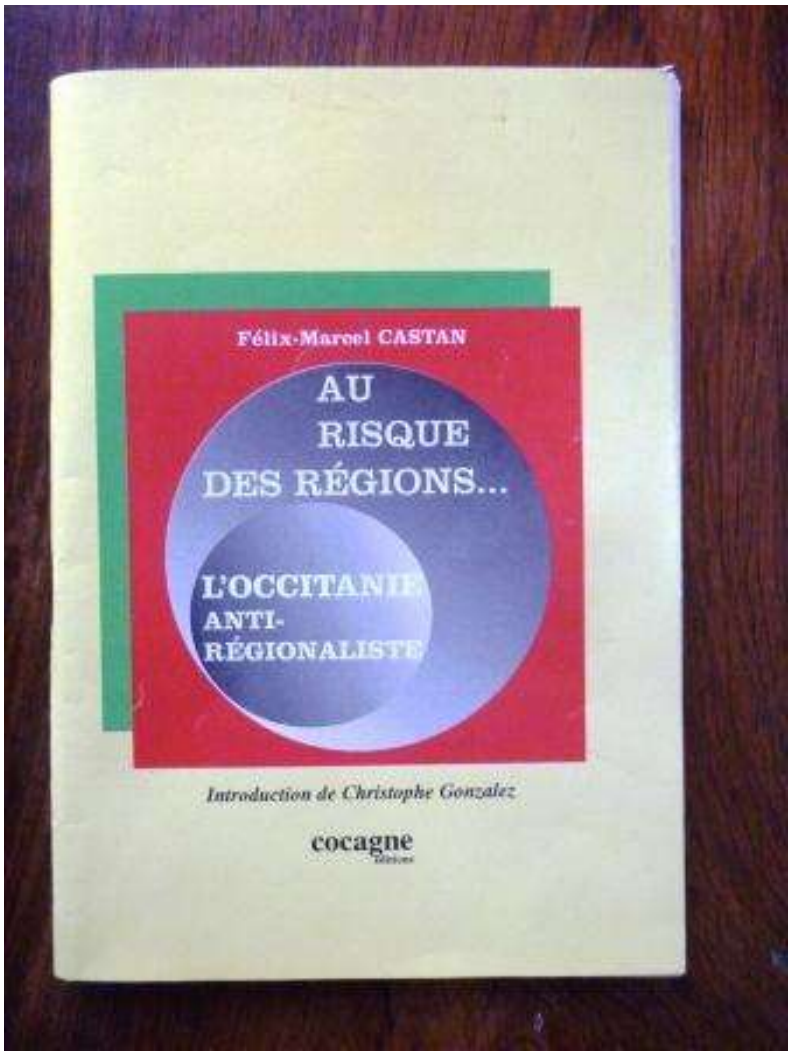
Castan en 1982, culture et région

Voici une lettre de Félix Castan suite à un article du journal du PCF, Révolution en date de décembre 1982. A ce moment-là le PCF par un mystère assez étrange et éphémère avait opté pour l'autogestion et le régionalisme. De ce fait à Toulouse avait eu lieu un rencontre sur le thème culture et région. Jean-Claude Lévy en avait rendu compte dans Révolution sous une forme qui avait provoqué une grande colère chez Félix Castan qu'il transforma en lettre sévère. Cette lettre a été publié dans la brochure ci-dessous en 2002 mais pour ajouter encore au mystère il s'agit d'une version totalement édulcoré ! J'ai cru qu'il s'agissait d'une publication retenue par Révolution mais je n'ai pas trouvé trace d'une telle publication. Je la donne en entier telle qu'il nous la communiqua au groupe de l'Institut de Recherche Marxiste de Toulouse. Ensuite il y a l'article de Jean Claude Lévy. J-P Damaggio



à Jean-Claude Lévy (Révolution n° 146)

Cher camarade
Même pour un article de journal, on ne peut se passer d'un minimum de rigueur conceptuelle.
Je vois avec plaisir qu'en tête de ton article de « Révolution » : « La région, ça n'existe pas ? » tu poses le problème du Centralisme. Il semble donc que tu aies admis que toutes les questions qui viennent ensuite sont liées à ce fait premier : thèse que j'ai défendue jusqu'ici presque seul.
Mais partons de là, il faut procéder avec ordre. Qu'est-ce que le Centralisme ? Est-il incompatible, comme tu le suggères, avec un développement régional ? Ce n'est pas démontré. Des exemples prouveraient le contraire. Est-il incompatible avec la démocratie ? On peut parfaitement concevoir un «centralisme démocratique ». Je ne parle pas des «structures paritaires» et du « cadre géographique», qui sont ded modalités nécessaires, mais non fondamentales, puisqu'elles impliquent que soient préalablement définies les identités dont ils assurent le fonctionnement. Seules en somme, les identités constituent des antidotes réels, des antithèses du centralisme.
Entre le centralisme et les identités se poursuit un jeu antagonique, l'un des plus importants du corps national.
La différence avec la lutte des classes, c'est que le centralisme tend à détruire les identités, tandis que les classes supérieures tendent à maintenir les classes inférieures, sans les détruire, pour mieux les exploiter.
La lutte ne se déroule donc pas selon des dialectiques du même ordre.
En outre, les classes inférieures visent à la suppression des classes dominantes (en tant que classes), tandis que les identités ne visent pas à supprimer le centre. Elles veulent pouvoir cohabiter avec lui, bénéficier de ses services : mais elles entendent en finir avec son agressivité (le centralisme).
L'organisation de la nation dépend de ces rapports et de leur évolution.
Tu m'excuseras de ne parler que de l'Occitanie, ne voulant parler que de ce que je connais du dedans, et ne croyant pas jusqu'à preuve du contraire, qu'une théorie valable pour toutes les minorités en France puisse être sérieusement proposée.
Les "résidus que sont les identités culturelles linguistiques" dis-tu : autre ambigüité. Ce qui est résiduel, c'est les particularismes culturels et linguistiques, dans la masse de la population. Mais ces résidus-là ne

constituent pas des identités réelles, des forces capables de faire échec au centralisme. En revanche, reprenant dans leurs œuvres ces résidus, et souvent ne les reprenant même pas, les écrivains, les artistes, les intellectuels occitans posent au plus haut niveau le problème de l'identité, face à une vie culturelle platement centralisatrice et dévoratrice. C'est en ce sens qu'ils ont une fonction nationale, qu'il faut en parler au niveau national, non au niveau de la Bigorre. Le mot "résidu" convient-il pour un tel phénomène Il s'agit d'un phénomène actuel, nouveau, et non d'une séquelle de phénomènes anciens. Il s'agit aussi d'une expérience, qui a pour vocation de combler une grave carence de la pensée française, généralement étrangère à ce genre de questions, et nos amis marxistes sont aussi mal préparés que les autres.
Aucun résidu ne mériterait à mon avis une action militante.
La contradiction fondamentale de la réalité occitane se situe ici, entre l'inanité du fait sociologique et la grandeur de l'acte de création, il faut que ce soit clair d'abord.
Les concepts doivent être bien délimités, sous peine de dérapages logiques.
L'existence des régions a été décrétée tout récemment, au niveau administratif. Ont-elles conquis pour autant une « identité » ? Les identités provinciales ont été brisées par la Révolution française, et la population n'en demande pas la résurrection.
Ce qui se constitue en ce moment est d'un autre type. Le quadrillage régional est homologue du quadrillage départemental nécessaire après 2 siècles, en raison de la nouvelle échelle des échanges et des activités.
Les identités réelles, indiscutables, qui subsistent après l'ouragan centraliste, sont les identités de villes, les identités communales, les identités de capitales.
La décentralisation culturelle implique un rééquilibrage non pas des territoires mais des villes de rayonnement : que Paris ne soit plus seule. Qu'il n'y ait dialogue et non plus subordination (cf. la presse).

Second type d'identités réelles, non mythiques les identités linguistico-culturelles. Les pouvoirs communaux, départementaux, régionaux et nationaux ont à gérer pour ce qui leur revient la multiculturalité, qui se manifeste à tous les niveaux.

Tous les Partis de la majorité en ce moment tiennent le même discours mystificateur autour de la région, panacée universelle, et autour du rapport économie/culture : seule, en fait, aujourd'hui, la nation lie intimement économie-politique-culture...

J'ai entendu l'autre jour à l'ATAC un admirable exposé de Dominique Wallon sur le sujet, mai sans aucune référence concrète - marxisme mal digéré.
J'organise depuis 15 ans sur le Larzac une exposition d'art occitan actuel. Un prof de géographie de la fac de Montpellier expliquait un jour à ses élèves la fécondité des luttes paysannes, qui suscitaient de telles actions : j'ai été obligé de le détromper (nous existions trois ans avant, nous avons apporté notre soutien aux paysans mais nous n'avons jamais eu le moindre rapport de dépendance).
Que dirait-on si on illustrait la culture « française » ou « parisienne » par un joueur d'accordéon et trois gosses qui gambadent devant un drapeau symbolique ? C'est pourtant ce qu'on s'entête à faire les publications du Parti : quand on ne nous identifie pas à une carte de fromages, les bons fromages des terroirs de France, accompagnés de commentaires plus ou moins savoureux !
Notre camarade Max Allier publie ces jours-ci un recueil de poèmes qui est, selon l'un de ses titres un « testament du siècle », moral et politique.
Si nous refusons le terme de « culture régionale » (et nous avons quelque droit à avoir une opinion), c'est que nous ne reconnaissons pas sous ce terme notre travail et ses significations. Il y a peu de chances que nous changions d'avis.
Nelli n'est un écrivain régional ni en tant qu'historien de la civilisation, ni en tant que poète.

Sous prétexte que Paris va avoir plusieurs Mairies, va-t-on conclure que la culture française sera découpée désormais en arrondissements, ou considérée comme inter-arrondissementale ? Ou bien relèvera-t-elle de l'Île-de-France, de la Picardie, de la Bourgogne, etc..
Une culture, c'est un système de références et de finalités implicites, qui fonctionne non point directement en rapport avec une territorialité, mais avec des identités (communales, nationales, ou linguistiques).
Dans chaque mouvance régionale, plusieurs systèmes, fonctionnent concurremment. À Toulouse il y a des écrivains français et des écrivains occitans.., Il importe d'analyser leurs relations complexes, insuffisamment significatives à l'heure actuelle.
C'est sur le chantier culturel que les militants occitans ont à travailler : leur mission naturelle. Avec tout ce que cela implique.
Tant mieux s'ils s'appuient sur les luttes ouvrières.
Mais ce n'est pas à cette une qu'on les juge, pas plus que les écrivains français, car ils ont leurs tâches propres, que nous devons soutenir inconditionnellement.
Tu me cites longuement et anonymement en laissant supposer que tu m'as eu comme interlocuteur : les débats n'en sont pas clarifiés. Un tel journalisme sent trop la mise en scène et la sacristie.

Le discours abstrait sur l'autonomie que tu met en italique me paraît incompréhensible, et la conclusion que tu en tires met le comble à ma perplexité.
Il faut prouver.
Et analyser l'expérience. Un jour peut-être tu viendras me voir. Je t'expliquerai mes modalités de mon action et ses résultats (ajout à la main : avec ses difficultés). On sortira du théoricisme stérile. Tu verras ce qu'est non spéculer sur l'autonomie, mais pratiquer l'autonomie. Néanmoins (!) reçois toutes mes amitiés
Montauban, le 21/XII/1982 Félix-Marcel Castan

- Je résume mes critiques. Où a-t-on vu l'action culturelle s'identifier aux luttes pour l'emploi ? De telles affirmations, dont tu n'as pas l'apanage, montrent combien la réflexion collective est en retard et proprement infantile dans ces domaines.
Tu décris en fait non pas la situation réelle, mais ce qui serait un processus nationalitaire. Pour ma part, j'avance l'idée de nation française multiculturelle, non l'idée de nation multinationale : différence essentielle.
Entre l'économique et le culturel il n'y a pas véritablement de lien direct. La relation s'établit par l'entremise de la société toute entière et notamment de la fonction politique. Dans le cas d'un processus nationalitaire, la volonté politique fond en une même formulation les revendications socio-économiques et culturelles.
Dans le cas d'un processus non nationalitaire qui est précisément le nôtre, il faut admettre deux niveaux distincts :
- le niveau régional.
-le niveau national.
Les problèmes socio-économiques se résolvent à partir d'une conception de la région, de ses besoins (et par négociations).
Les problèmes culturels se résolvent à partir d'une conception de la nation (multiculturelle) et par des actions ponctuelles.
La première procédure ne va pas à l'encontre de la deuxième, et même elle la favorise, mais elle est distincte et de ses inverse.
C'est sur cette base qu'une bonne théorie et un bon projet peuvent être mis en place : la leçon de 100 ans de Renaissance occitane... Le moyen d'en finir avec l'archaïsme des idées qu'on prétend nous imposer du dehors.

Révolution N° 146 - Vendredi 17 décembre 1982
Photographies de Jean-Louis Estèves extraites de l'ouvrage
Manifestations et fêtes populaires en Occitanie.

société

Le centralisme est une maladie. Pour lutter contre elle, les réalités que sont les identités culturelles, linguistiques, la conscience et les moyens d'un développement régional, la démocratie, des structures partagées et un cadre géographique sont indispensables. A Toulouse, le débat est ouvert.

LA REGION, ÇA N'EXISTE PAS ?

Jean-Claude Lévy

Le centralisme est une maladie. Pour lutter contre elle, les résidus que sont les identités culturelles linguistiques, la conscience et les moyens d'un développement régional, la démocratie, des structures paritaires et un cadre géographique sont indispensables. A Toulouse le débat est ouvert.

LA REGION, ÇA N'EXISTE PAS ?
Jean-Claude Lévy

« LES cultures régionales ? Il leur faut un statut national, on les minimise en focalisant sur le mot régional ! » J'ai entendu dire cela plusieurs fois, de diverses façons. Sans, d'ailleurs, que mes interlocuteurs occitans évacuent la question de l'autonomie régionale : *« La France a conçu l'idée d'une nation parfaitement unifiée et homogène dans toutes ses parties, le concept de nation s'y est constitué et achevé de façon historique précise et le travailleur français se fait une idée de son destin à travers tout le territoire. Le lien entre autonomie et territoire c'est la souveraineté populaire. L'autonomie c'est l'expression de la souveraineté populaire à un endroit donné, dans le cadre d'une loi nationale et avec des compétences réelles, des moyens effectifs... »*
Et les termes du domaine culturel et du développement industriel ne s'opposent pas.
J'ai interviewé des travailleurs de la culture qui revendiquent un statut social assez peu différent de ceux qui souhaitent l'autogestion à l'entreprise. Le discours d'un occitaniste n'est pas loin de celui d'un employé de multinationale aux portes de l'usine fermée par décision venue « d'en haut » et les deux revendications se rejoignent pour une politique démocratique : *«La culture occitane à l'heure actuelle a pour fonction principale de permettre une mise en échec du centralisme, il faut en parler à ce niveau — pas à celui de la Bigorre —, à celui de la structure de la nation française, vers une nation multiculturelle ! »*
Au forum du Parti communiste français sur les cultures et la région, un orateur expliquait qu'il faut bien se garder des logiques étatiques : *«Quelles que soient les richesses régionales, collectives ou individuelles — mises en œuvre ou à créer — il faut d'abord analyser les retards, institutionnels, d'investissement et de fonctionnement et il n'est pas question de laisser le pouvoir politique et son idéologie préfigurer des besoins ou répondre à la demande sociale à partir de l'idée qu'il s'en fait. Il faut établir ces besoins et cette demande par la concertation sur des projets réels, avec tous les intéressés. C'est-à-dire qu'il faut penser les structures paritaires de la mise en place d'une véritable politique. »*

Sauf en Corse, au plan institutionnel et électif, ces structures régionales sont pour l'instant en gestation. Et au plan culturel on n'en voit nulle part la couleur. En Midi-Pyrénées, dit quelqu'un, *« le conseil régional, le ministère du Temps libre et celui de la Culture semblent se contenter — pour ce qui est des structures — d'une multitude d'associations de type 1901 plus ou moins manipulées par les velléités idéologiques des pouvoirs... »*
Il y a donc du pain sur la planche et les retards ne sont pas près d'être comblés. La dernière décennie a été meurtrière pour le développement culturel : je pèche certainement par optimisme si j'évalue à quinze le nombre de comédiens professionnels qui vivent ici de leur métier ! Ça n'empêche pas les gens de parler avec enthousiasme de la richesse culturelle —existante et potentielle — de la région !
En attendant le débat est indispensable, fondé sur des pratiques, et brutal. On s'envoie à la tête des épithètes plus ou moins infâmantes : *«Parisianiste ! Retardataire ! Patron de droit divin ! Léon Zitrone ! »*
On se heurte à la crise, qui n'en finit pas, dans l'action culturelle comme ailleurs, malgré quelques ballons d'oxygène financier. On met en cause le Grenier de Toulouse, centre qui pompe la plus large part du financement public dramatique, ne répond pas à l'attente des professionnels de la région que par des propositions intermittentes d'emploi et fonctionne apparemment très loin des problématiques culturelles régionales. On retrouve l'opposition stérile entre demande sociale réelle et offre des «créateurs», avec mise en cause d'ouvrages d'«avant-garde » —en l'occurrence V comme Viêtnam, c'est pas tout neuf pourtant ! — par un ouvrier local qui n'a pas digéré les sarcasmes des camarades amenés à ce spectacle il y a quelques années. Plus un problème est faux plus il a la vie dure !
Un enseignant que j'ai rencontré parmi d'autres a peut-être un peu mieux cerné les termes du débat. Il m'a cité Giscard d'Estaing disant : *« La modernité, c'est nous ! » « Giscard, dit-il n'avait pas tort dans le sens où sa présidence a favorisé un certain nombre d'entreprises culturelles organisé de nouveaux marchés — les retraités, le troisième âge les femmes, etc. — avec lieux el consommation culturelle plus ou moins adaptés (MJC, MPT), tandis que l'école ou l'université se trouvaient cantonnées de fore dans un rôle de perpétuation d'un savoir archaïque en miettes ; aujourd'hui, pour se réapproprier une capacité d'intervention il faut d'abord reprendre chaque mot : « Que signifie demande sociale ? Que veut dire temps libre ? Qu'est-ce qu'une notion de travail qui prend seulement un sens lorsqu'elle est associée à salaire ? »*
Il revendique un projet culturel et politique cohérent et non pas l'addition de mesures ponctuelles. Un intervenant du forum insistait — il n'était pas seul — sur le rapport entre l'action culturelle et la bataille pour l'emploi : *« La lutte des gens de la CERAVER (filiale de la CGE, industrie*

de la céramique) s'inscrit dans la défense de la culture régionale ! » Ne pas isoler chacun des termes d'un débat nécessaire aujourd'hui pour un développement régional cohérent, un débat démocratique. Tout le monde est d'accord là-dessus, semble-t-il. Et les perspectives culturelles sont perçues dans une dynamique dialectique, en prise sur les réalités politiques et économiques réelles.
Il ne faut pourtant pas cacher que les blocages sont considérables. C'est de tradition, polyculture, métayage et clientélisme radical — que fait Baudis, le maire conservateur de Toulouse, qui essaie de caser son fils à sa place, sinon perpétuer la tradition du fief et de la clientèle ? — freinent considérablement la polarisation des luttes pour un projet régional actuel. Rien n'est ici comparable aux traditions de la monoculture viticole du golfe du Lion dont les paysans organisés rencontrent quelquefois les mineurs cévenols ! Malgré le déclin de Carmaux (mines) et les difficultés des APC (chimie lourde), il semble que les mots d'ordre « Produire français » ou « Vivre au pays » ne trouvent que des supports insuffisants. J'excepte Golfech, où la mobilisation a fonctionné sur des symboliques enracinées bien au-delà des questions économiques et culturelles régionales.
Tout avance cependant. Le projet régional du Parti communiste français formule des points de mobilisation, comme la CERAVER à Tarbes, ou dans l'aluminium et le textile, avec impulsion d'axes de développement et de lutte dans le cadre d'un plan. Lors de la visite de François Mitterrand, ce dernier a pu prendre connaissance de ce projet, intitulé : *« Gagner la bataille de la production et de l'emploi, c'est l'affaire des gens d'ici. »* Dans le même temps, il n'a pu ignorer les critiques formulées quant au manque de concertation à propos de la convention culturelle Etat-région ou à propos du rapport Giordan : pas de débat assez large avec les composantes de la vie sociale. La convention Etat-région découle plus d'une gestion étatique et technocratique que d'une vraie décentralisation

Le débat régional repose pour l'instant d'abord sur les initiatives du Parti communiste français, qui ne s'attarde certainement pas à la contemplation des vieilles lunes. L'archaïsme c'est fini. C'est néanmoins (!) à un occitaniste que je laisserai le dernier mot : *« Nous sommes dans un processus de transformation si profond sur le plan culturel, actuellement, avec toutes ses difficultés et obstacles énormes, dans un processus tel qu'on peut parler de révolution culturelle. Pour ce qui est du politique, économique, social, etc., le mot changement suffit. Mais au plan culturel il s'agit d'un processus révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il y a renversement d'attitude par rapport à la vie culturelle. A l'époque de Malraux, on n'avait pas assisté à une transformation en profondeur de l'attitude mentale vis-à-vis du phénomène culturel mais à un élargissement des activités, avec les maisons de la culture, par exemple.*

Ici, nous sommes en face d'autre chose, d'où la difficulté de trouver des solutions. Elles ne seront pas trouvées si les nouveaux pouvoirs publics, oreilles toutes ouvertes n'ont pas d'interlocuteurs en face d'eux. »
J'ajouterai seulement pour ma part — cela va de soi, mais il vaut mieux le dire — qu'en dernière analyse le degré d'ouverture de l'oreille gouvernementale et de ses tympans régionaux est fonction de l'intensité des luttes mises en œuvre et de la capacité de chacun pour mettre la main à la pâte ! R